

des déchets nucléaires à proximité de la frontière canadienne), ainsi que les changements de réglementation dans des secteurs tels les communications, l'énergie, le transport, les services financiers, etc.

En fait, il n'est guère d'élément de la politique intérieure américaine dans son ensemble qui n'ait possiblement de ramifications au Canada.

Par l'entremise de notre ambassade, les divers gouvernements qui se sont succédé ont eu recours à des consultants pendant des années pour examiner les questions environnementales qui découlent d'orientations prises par le gouvernement des États-Unis. Ainsi, l'effort fait par le Canada pour promouvoir un programme amélioré de lutte contre les précipitations acides est nécessairement axé sur les changements à apporter à un élément constitutif de la législation nationale des États-Unis, à savoir le Clean Air Act. La dérivation Garrison, qui a menacé sérieusement les intérêts canadiens au Manitoba durant des années, était un projet national que venaient entretenir de fortes pressions exercées par le Congrès. À plusieurs reprises, le Manitoba a lui-même envoyé des délégations à Washington et ailleurs, secondé en cela par notre ambassade et nos consulats généraux. En fait, le Manitoba et l'Ontario ont retenu les services du même consultant que l'ambassade pour les conseiller respectivement sur la dérivation Garrison et sur les déchets toxiques.

Le choix possible d'un site d'enfouissement des déchets radioactifs près de la frontière canadienne a soulevé l'inquiétude dans les municipalités de l'Estrée, ainsi qu'au Nouveau-Brunswick et au Manitoba. Dans tous ces cas, il nous a paru essentiel depuis un certain nombre d'années, de participer au processus national de décision.

À cet égard, il est une autre dimension des relations canado-américaines qui justifie l'attention: le fait que les États-Unis ignorent tout du Canada et des intérêts canadiens, à toutes fins utiles. Pour plus de 60 % des Américains, le Japon est encore leur principal partenaire commercial, et le plus important. Seuls 16 % des Américains voient le Canada comme le partenaire commercial numéro un des États-Unis. Si nous voulons définir plus clairement nos intérêts et montrer aux leaders de l'opinion américaine et aux responsables américains, à tous les niveaux, l'importance du Canada pour les intérêts américains il est essentiel que nous nous efforcions dans un premier temps de faire en sorte que le Canada soit mieux reconnu aux États-Unis. Nous ne pouvons éviter les retombées d'actions américaines qui visent souvent d'autres cibles que si les responsables américains sont mieux informés.